

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DU VAR
ARRONDISSEMENT DE TOULON
N° 2026-016

MAIRIE DE SAINT-MANDRIER-SUR-MER

DECISION MUNICIPALE

FIXATION DES TARIFS DE LOCATION DES SALLES MYRTES ET ARBOUSES

- Gilles VINCENT, maire de la commune de SAINT-MANDRIER-SUR-MER,
- VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 2122-22 et L. 2122-23, portant respectivement sur les pouvoirs du maire par délégation du conseil municipal pour la durée de son mandat ainsi que les règles applicables aux décisions prises par le maire ;
 - VU la délibération du conseil municipal n° 2026-044 en date du 8 avril 2026 au terme de laquelle le conseil municipal a délégué au maire, pour la durée de son mandat, les pouvoirs lui permettant de régler les affaires énumérées à l'article L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales ;
 - CONSIDERANT la compétence du maire pour « *fixer, pour un montant maximum de 2000 €, les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et d'une manière générale, des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal* » ;
 - CONSIDERANT qu'il est nécessaire de fixer les tarifs de location des salles Myrte et Arbouses ;

DECIDE

ARTICLE 1 - D'établir les tarifs applicables suivants :

- Salle Myrte : 13.00 € l'heure d'occupation ;
- Salle Arbouses : 13.00 € l'heure d'occupation.

ARTICLE 2 - La présente décision sera applicable à compter de son caractère exécutoire.

ARTICLE 3 - La présente décision sera transmise à monsieur le préfet du Var, publiée et inscrite au registre des délibérations de la commune.

ARTICLE 4 - La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Toulon dans un délai de deux mois à compter de son caractère exécutoire.

Le tribunal administratif de Toulon peut être saisi par l'application informatique « télérecours citoyens » par le site internet www.telerecours.fr ou par requête dans les deux mois à compter de la publication du présent arrêté.

ARTICLE 5 - Monsieur le directeur général des services est chargé de l'exécution de la présente décision municipale.

Fait à Saint-Mandrier-sur-Mer, le 5 mai 2026.

Le Maire,

Gilles VINCENT

